
L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad

Cyril Musila

Juillet 2012



**Programme
Afrique subsaharienne**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales.

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-055-5
© Ifri – 2012 – Tous droits réservés

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

L'auteur

Cyril Musila est chercheur associé au programme Afrique subsaharienne depuis juin 2010. Il est Docteur en Sciences Sociales de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris), et professeur de Géopolitique des conflits africains et de *Peace Research* à l'Université Catholique de Paris et à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) à Goma (RDC) pour le compte de l'Université de la Paix (ONU). Il dirige la chaire de Culture de la Paix à l'Université Pédagogique de Kinshasa (RDC) où il est également professeur et intervient comme formateur à l'Institute for Peace and Security Studies de l'Union Africaine et de l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie). Il a été coordinateur technique de l'Initiative pour l'Afrique Centrale, un programme de l'OCDE sur la coopération régionale et la reconstruction post-conflit en Afrique centrale et dans les Grands Lacs, et conseiller technique en charge des projets de coopération transfrontalière des Communautés Économiques Régionales au sein de l'UNECA, la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique. Depuis plus d'une décennie, il travaille sur les conflits, la paix et la reconstruction économique post-conflit des Grands Lacs.

L'auteur de la note adresse ses chaleureux remerciements aux personnes et institutions ayant apporté leur concours à la réalisation de ses recherches. En amont, d'utiles contacts et échanges avec Germain-Hervé Mbia Yebega, politologue camerounais, ont permis de nourrir depuis Paris les fondements théoriques et les contacts sur le terrain. L'auteur remercie l'Institut pour la gouvernance en Afrique Centrale (IGAC) de Yaoundé et ses chercheurs, l'École Normale Supérieure de Maroua et son directeur, le professeur Issa Saïbou, le professeur Sali Bakali de l'École Normale de N'Djamena, ainsi que la Fondation Paul Ango Ela (FPAE). Enfin, il remercie pour sa prévenance l'ambassadeur Bruno Gain, ainsi que ses collaborateurs.

Table des matières

INTRODUCTION	3
UNE ZONE A LA CHARNIERE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE .	6
Une insécurité inscrite dans la longue durée	6
L'insécurité transfrontalière : cartographie, faits et causes	8
Le banditisme militaire transfrontalier et le vagabondage des groupes armés	11
UNE LARGE PALETTE D'ACTIVITES ILLEGALES ET CRIMINELLES	14
Le trafic d'armes légères et de produits de contrebande : carburant, médicaments, véhicules et pièces détachées	14
Jeunesse et économie transfrontalière du carburant, de la motocyclette et du transport	18
<i>Entre Kousséri, Amchide ou Banki (Frontière entre le Cameroun et le Nigeria).....</i>	<i>18</i>
Le braconnage transfrontalier et le trafic de bétail	19
Le trafic d'êtres humains et de documents d'identité	20
L'insécurité foncière transfrontalière	22
LA REPONSE DES POPULATIONS ET DES ÉTATS	23
Les politiques en présence.....	23
CONCLUSION.....	26
BIBLIOGRAPHIE	28

Introduction

L'insécurité transfrontalière actuelle dans le bassin du lac Tchad s'inscrit dans l'histoire des dynamiques sociopolitiques et économiques de cette région commune au Cameroun, à la République centrafricaine, au Niger, au Nigeria et au Tchad, et qui sont fondées notamment sur l'élevage bovin et le nomadisme pastoral. Cette insécurité prend racine dans les razzias précoloniales pratiquées par quelques groupes ethniques qui seront étudiés plus loin et connues comme une forme d'économie parallèle et quasi légale.

Interdites et devenues clandestines sous la colonisation, les razzias se sont transformées en banditisme rural transethnique mené par des repris de justice qui s'appuyaient, pour se soustraire à la loi, sur les solidarités ethniques transfrontalières. La répression visant ces brigands n'a pas éradiqué le phénomène mais a néanmoins instauré une accalmie qui fut rompue à la fin des années 1970 par la guerre civile tchadienne. L'introduction des armes de guerre dans ce qui n'était que banditisme et l'irruption d'ex-combattants aguerris aux techniques de guérilla transformèrent le phénomène dans ses capacités d'agression et d'organisation de l'insécurité. Les contestations sociopolitiques des années 1990, sur fond de rébellions armées et de tensions ethniques, ont installé la violence et le crime dans le paysage économique et politique du bassin du lac Tchad.

Un terrain effectué dans cette zone entre juillet et août 2011 a permis de cartographier l'insécurité transfrontalière tout en catégorisant les faits. Cinq principaux phénomènes semblent pertinents pour qualifier l'insécurité transfrontalière dans cette zone autour du lac Tchad : 1) le banditisme militaire transfrontalier et le vagabondage des groupes armés ; 2) le trafic d'armes légères et de produits de contrebande (carburant, produits pharmaceutiques, véhicules et pièces détachées) ; 3) le braconnage transfrontalier et le trafic du bétail ; 4) le trafic d'êtres humains et de documents d'identité ; 5) l'insécurité foncière transfrontalière.

Tous ces phénomènes restent liés et ont des répercussions sur les équilibres démographiques, la sécurité intérieure des États et leur économie. Ils ont suscité la mise en place de politiques nationales sécuritaires et répressives, avec plus ou moins de succès. Alors que les réseaux criminels reposent sur des ressorts transfrontaliers, la coopération transfrontalière entre les États en matière de sécurité est restée timide voire inexistante.

La montée en puissance du groupe islamiste nigérian Boko Haram dans cette même zone pourrait éventuellement entraîner la création de liens avec les autres formes d'insécurité identifiées. Une analyse régionale de l'insécurité et de la façon d'y faire face est

indispensable si les États concernés ainsi que leurs partenaires ne veulent pas voir s'envenimer une zone grise à la merci de dynamiques incontrôlables.

La présente étude porte sur les interactions transfrontalières entre le Cameroun, la République centrafricaine et le Tchad, ainsi que sur les influences en direction ou en provenance du Nigeria et du Soudan¹. Cette région a la particularité de catalyser les dynamiques du bassin du lac Tchad. (voir Carte 1 , page 10).

L'insécurité dans cette zone peut être résumée par ce paragraphe tiré de l'analyse d'Issa Saïbou², spécialiste de la région :

« L'enjeu essentiel de la criminalité transfrontalière en général et du banditisme de grand chemin en particulier dans le bassin tchadien, se trouve moins dans la détermination de la nationalité des malfrats, que dans leur transmigration. Ils se comportent comme les ressources de la zone CBLT (Commission du bassin du lac Tchad), à savoir l'eau et le poisson, qui serpentent, se rétractent d'un côté ou de l'autre de la frontière, se retrouvent en quantité réduite ici et en plus grand nombre là. Ils se comportent comme les autres acteurs économiques de la zone, à savoir les pêcheurs, les pasteurs et les paysans, qui ne suivent pas la frontière mais l'eau.

En un mot, ils vont et viennent, au gré du mouvement des ressources qu'ils convoitent, gérant la frontière comme un pont entre le lieu du crime et le lieu de la jouissance du butin. La nationalité de tels bandits est inscrite dans leur histoire et sur leur faciès, lesquels leur permettent de passer inaperçus dans l'enceinte d'un cadre géographique et sociologique qui, pour politiquement morcelé qu'il est, n'en demeure pas moins uniforme du point de vue des cultures, des ressemblances et des solidarités ethniques »³

L'insécurité transfrontalière, ensemble d'actes délictueux dont les auteurs, les victimes et les répercussions vont au-delà des frontières étatiques, s'inscrit donc dans les réseaux et les sillages de ces allées et venues, dont les auteurs et les victimes sont ces mêmes acteurs à savoir pêcheurs, paysans, cultivateurs, éleveurs-pasteurs, jeunes et moins jeunes. Tous organisent un ensemble d'activités à caractère criminel comprenant les embuscades sur les routes pour dépouiller les voyageurs aux trafics d'armes, d'êtres humains, le trafic de drogues, de médicaments contrefaits ou de carburant, les vols de bétail et les braquages de banques. Dans la structuration de ces activités, la frontière sert de balancier entre l'État où est illicitement prélevée la ressource souvent violemment et celui où cette ressource

1 Elle se concentre principalement sur les départements camerounais de la Vina (région de l'Adamaoua, avec pour chef-lieu N'Gaoundéré), du Diamaré (région de l'Extrême-Nord avec pour chef-lieu Maroua) et du Logone-et- Chari (Kousséri étant le chef-lieu de ce dernier département, faisant lui aussi partie de la région de l'Extrême-Nord) à partir desquels des enquêtes ont été menées entre mai et août 2011 en direction des zones frontalières du Tchad (N'Djamena), du Nigeria (État du Bornou dont la capitale est Maiduguri) et de l'Ouest de la Centrafrique (cf. carte infra).

2 Professeur et Directeur de l'École Normale Supérieure de Maroua.

3 I. Saïbou, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004, p. 15.

est stockée ou écoulee. Cette organisation spatiale confère aux activités concernées une portée internationale et favorise la connexion à des réseaux globaux de criminalité.

Ainsi peut-on redouter des liaisons entre l'insécurité transfrontalière dans ce « bassin du lac Tchad » situé à la lisière du Sahel avec l'activisme du groupe nigérian Boko Haram [dans l'État du Bornou] et d'Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI)⁴, qui engendreraient ou accéléreraient la formation de nouvelles formes de menaces.

L'étude commencera par fixer quelques repères historiques. Elle établira une cartographie de l'insécurité transfrontalière, en donnera les caractéristiques et les causes. Elle analysera ensuite les politiques mises en place par les États pour y faire face avant de tracer enfin quelques perspectives en forme de conclusion.

⁴ A. Nossiter, « Islamist Threat with Qaeda Link Grows in Nigeria », *New York Times*, 17 août 2011. Voir également, du même auteur : A. Nossiter, « Islamist Group With Possible Qaeda Links Upends Nigerian », *New York Times*, 17 août 2011. Disponible à l'adresse suivante : http://www.nytimes.com/2011/08/18/world/africa/18nigeria.html?_r=1&ref=adamnossiter

Une zone à la charnière de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Une insécurité inscrite dans la longue durée

Au cœur de cette zone du bassin du lac Tchad, l'insécurité transfrontalière est un facteur ancien. Elle a une histoire qui s'inscrit dans la longue durée et ses pratiques se sont adaptées aux mutations du contexte politique. Les routes des savanes et des steppes du bassin du lac Tchad ont hérité d'un passé précolonial riche en banditisme et en razzias. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, quand intervint la colonisation européenne, les anciens empires de Bornou, de Baguirmi, du Wandala ou du Ouaddaï connaissaient une pratique récurrente de razzias, de pillages et le banditisme rural.

Ces activités avaient une portée essentiellement économique et financière, car elles permettaient à de grandes entités politiques de renflouer leurs caisses en période de saison sèche ou lors de crises de trésorerie, et aux paysans de compenser les mauvaises récoltes ou de reconstituer des troupeaux décimés par de fréquentes épizooties ou par la rareté des pâturages en saison sèche. La razzia constituait ainsi une forme d'économie parallèle et quasi légale tant que l'auteur ne la menait pas contre un membre de sa communauté. Elle n'était condamnée que si on ne rapportait pas au chef de cette communauté sa part du butin en sa qualité d'usufruitier de toute source d'accumulation. Ainsi l'auteur de la razzia était-il protégé par les chefs de villages ou de cantons en contrepartie du partage du butin avec eux : il était une sorte de « bandit-noble »⁵. De surcroît, elle était valorisante et considérée comme une preuve de bravoure tant elle n'était pas associée à des massacres de populations. Lorsque le bassin du lac Tchad fut partagé entre les empires coloniaux allemand, britannique et français à la fin du XIX^e siècle, ces pratiques furent interdites. La razzia entra alors dans la clandestinité, désormais organisée par de petites bandes regroupant des proches parents ou des connaissances de village.

Si la justice punissait leurs auteurs, ces derniers trouvaient dans les maisons d'arrêt, en particulier la prison de Maroua (Cameroun), un lieu de rencontre où se tissaient de nouveaux liens.

⁵ I. Saïbou, « L'embuscade sur les routes des abords du lac Tchad », in *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004. Du même auteur : « Laamiido et sécurité dans le Nord-Cameroun », *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré*, vol. III, 1998 ; « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. Une nouvelle modalité de banditisme transmigrant », *Polis. Revue Camerounaise de sciences politiques*, 2007.

Par ailleurs, ceux qui s'évadaient de prison, des fugitifs et des repris de justice ainsi que d'anciens détenus, trouvaient dans la brousse un refuge, pourvoyeur de ressources dont ils étaient prédateurs. De ces rencontres et de ces expériences est né le « banditisme rural professionnel transethnique », communément désigné sous le vocable de *zarguina*⁶, différent du vol occasionnel. Certains bandits de renom, surnommés *soongoobe*⁷, étaient considérés comme des résistants, des contestataires de l'ordre colonial, voire des protecteurs sociaux contre ce même ordre. Enfants du village, les *zarguina* jouissaient de la solidarité, de la protection de leur communauté ainsi que de leur complicité par la loi du silence, face à la justice, de sorte que les poursuites et les répressions entraînaient de longues périodes de calme et de sécurité. De son côté, le développement des villes générait aussi un banditisme urbain. Mais les braquages, les embuscades sur les routes et les razzias de troupes reprenaient quand la surveillance se relâchait, les marchands circulaient et les marchés se remettaient à prospérer. Le phénomène n'a donc pas été éradiqué sous la colonisation ni après la colonisation d'ailleurs, en dépit de l'exécution publique de certains bandits à Maroua pour l'exemple – comme celle de Boubakar Batinda – dans les années 1970⁸.

La période d'accalmie qui devait suivre a été brisée par la guerre civile tchadienne qui connut son paroxysme en 1979 ; la disponibilité et la circulation des armes à feu dans le bassin du lac Tchad ont ainsi militarisé le grand banditisme régional. Ceci fit franchir à ces groupes de « gentlemen cambrioleurs » une étape importante en termes de capacités d'agression physique et de sophistication dans l'organisation des embuscades ou des razzias. Mais surtout, ce banditisme régional leur fit revêtir une dimension politique. Car il s'y greffa des groupes rebelles et des bandes armées organisées en « coupeurs de route » au cours des années 1990-2000. L'environnement local marqué par des difficultés de survie quotidienne, le chômage des jeunes et le contexte politique régional favorisant l'apparition des foyers de tensions (comme l'affrontement entre Arabes Choa et Kotoko⁹ sur la rive gauche du Chari au Cameroun en 1992, la succession des mutineries en Centrafrique, le regain d'activités des groupes rebelles du Tchad et dans le sud du Niger, qui ont jeté sur les routes des armes et des hommes rompus

⁶ Terme ffuldéd (langue peul) désignant le colorant bleu dont les coupeurs de route s'enduisaient le visage en guise de camouflage.

⁷ I. Saïbou, « Soongoobe, bandits justiciers dans la plaine du Diamaré, Nord-Cameroun sous l'administration française », *Ngaoundéré Anthopos*, vol. III, 2001.

⁸ Sur l'aspect historique des razzias transfrontalières, voir I. Saïbou, « L'embuscade sur les routes des abords du lac Tchad », *Politique Africaine* n° 94, juin 2004 et « Laamiido et sécurité dans le Nord-Cameroun », *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré*, vol. III, 1998.

⁹ I. Saïbou, « Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun », *Africa Spectrum*, n° 40, Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 2005, p.197-220.

aux techniques de guerre), ont permis le développement d'un système économique usant de l'illicite¹⁰, de la violence et du crime.

La vague de démocratisation des années 1990, accompagnée ou suivie dans plusieurs pays de crises politiques, de conflits communautaires et de tensions ayant dégénéré en rébellions, n'a rien arrangé :

« D'abord préoccupés par la survie même des nations encore en construction, les États ont évidemment eu comme priorité la restauration de la paix, pendant que le crime enflait, se structurait, se sophistiquait, se régionalisait. Aussi le retour à l'action de sécurisation fut-il réactif face à des criminels proactifs et mutants. De nationales, les politiques de restauration de la sécurité se sont faites progressivement intégratives pour faire face à la militarisation et à la régionalisation des vecteurs de l'insécurité. »¹¹

L'insécurité transfrontalière : cartographie, faits et causes

Au cours du terrain effectué dans cette région, il nous a été possible d'observer un certain nombre de phénomènes liés à l'insécurité transfrontalière. Aussi, d'après les témoignages recueillis auprès des autorités locales, des chercheurs et des commerçants, la cartographie du banditisme, des trafics illicites et de l'insécurité transfrontalière tisse un maillage très complexe entre les routes, les pistes carrossables et les pistes piétonnes ou pour motocyclettes à travers les broussailles, les bosquets, les montagnes et les lits des rivières saisonnières¹².

Si la topographie apparaît globalement propice à des cachettes à partir desquelles des attaques peuvent être déclenchées, quelques axes majeurs se dégagent du fait de l'intensité des trafics qui en font le terrain privilégié pour des embuscades. Il s'agit des axes suivants (voir Carte 1 page 10) :

- Axe Cameroun-Tchad-Nigeria : l'ensemble du territoire entre Maga (Cameroun) et le lac Tchad le long de la frontière Cameroun-Tchad, et depuis le village camerounais de Fotokol jusqu'au lac en longeant la frontière nigériane.

¹⁰ Le trafic du carburant volé au Nigeria et revendu dans toute cette zone au nord du Cameroun, au Tchad ou en Centrafrique témoigne de cette évolution.

¹¹ I. Saïbou, « La politique de lutte contre l'insécurité transfrontalière en Afrique », *Les fondements d'une paix globale en Afrique*, Colloque du Cours Supérieur Interarmées de Défense, Yaoundé, 18-19 février 2010 ; p. 1-2.

¹² Sous les effets conjugués de fortes chaleurs et de l'absence de pluie en saison sèche de septembre à juin, les rivières s'assèchent et leurs lits se transforment en pistes piétonnes.

- Axe Cameroun-Nigeria : de nombreux points par où les routes passent près de la frontière Nigeria-Cameroun, entre le lac Tchad au nord, l'État du Bornou et une partie du Yola du côté du Nigeria et les trois régions camerounaises de l'Adamaoua (chef-lieu Ngaoundéré), du Nord (chef-lieu Garoua), et de l'Extrême-Nord (chef-lieu Maroua) et les départements de la Vina (N'Gaoundéré), du Diamaré (Maroua) et du Logone-et-Chari (Kousséri). Dans le département du Diamaré, à quelques dizaines de kilomètres de Maroua, l'un des itinéraires parmi les plus fréquentés est l'axe qui relie Mora (Cameroun) à Maiduguri (Bornu State, Nigeria) en passant par Kolofata et Banki, villages frontaliers camerounais où se trouve un parking d'approvisionnement en carburant trafiqué du Nigeria (voir Photo 1, page 17).
- À l'intérieur du département du Logone-et-Chari (extrême nord du Cameroun) : principalement les axes Maltam-Fotokol vers le Nigeria, Bodo-Blangoua vers le lac Tchad et Logone Birni-Zina en direction des pâturages du Logone.
- Différentes zones comprises entre l'Est du Cameroun et l'ouest de la République centrafricaine (RCA), entre le sud du Tchad et le nord-ouest de la RCA ou entre le Soudan (Darfour) et le Tchad ou encore entre le Soudan du Sud et la RCA. Ces espaces ne pourront pas être étudiés dans cette note.
- Le lac Tchad lui-même est un espace d'insécurité car disputé entre pêcheurs des pays riverains qui mêlent régulièrement leurs armées. Au moment de l'étude de terrain, selon des sources officielles à Kousséri, deux petites îles camerounaises sont occupées par les pêcheurs et l'armée tchadienne.

La carte ci-après autour des trois cercles tracés autour des régions administratives et de leurs capitales donne un aperçu de la zone d'étude en partant de Ngaoundéré (au sud autour du cercle noir) vers Kousséri-Ndjaména et le lac Tchad au nord en passant par Garoua et Maroua. Pour une commodité de lecture, les flèches partent de Ngaoundéré, Garoua et Maroua. Elles indiquent les faisceaux des axes.

Carte 1 : Carte de la zone d'étude



Source : Fonds de carte de la Division géographique du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Adaptations de l'auteur.

Qu'a-t-on constaté au cœur de ces espaces transfrontaliers au cours des deux dernières décennies ? Entre le début des années 1990, marquées par l'ébullition sociopolitique de démocratisation et les affrontements armés impliquant les communautés Kotoko et Arabes Choa, et le pic d'insécurité observé en 2008 lors de l'entrée des rebelles dans la ville de N'Djamena, cette région vit un ensemble de phénomènes d'insécurité que nous avons cherché à catégoriser :

Le banditisme militaire transfrontalier et le vagabondage des groupes armés

Le banditisme militaire transfrontalier des « coupeurs de routes » implique à la fois des éléments issus des armées régulières et des combattants affiliés ou non à des mouvements « politico-militaires » actifs aux alentours du lac Tchad, au Darfour ou au Nord-Ouest de la RCA. Leur caractéristique principale est la mobilité et la migration à travers les territoires de ces différents États. L'itinérance oblige à développer depuis le lieu de départ une stratégie de segmentation en équipes de 20 à 30 personnes qui se rejoignent quelques centaines de kilomètres plus loin pour reformer le grand groupe. Le grand groupe reconstitué combine des embuscades, des attaques à main armée, des braquages et des prises d'otages jusqu'à son retour au point de départ pendant lequel est adoptée la même stratégie de segmentation.

Le Tchad puis la Centrafrique sont les principaux viviers d'hommes armés. Depuis la guerre civile de 1966 et les différents régimes qui se sont succédé au pouvoir, tous au terme de rébellions, le Tchad sert de principal pourvoyeur d'hommes armés alternant actions au Tchad et dans la région : en Centrafrique, au Congo, au Rwanda, en RDC et en Libye¹³. Plusieurs facteurs expliquent cette prédominance tchadienne.

La logique ethnique implique que, fréquemment, quand un nouvel « homme fort » arrive au pouvoir, il distribue des armes à ses proches et aux membres de son clan dans l'objectif de « protéger leur pouvoir ». Ainsi de François Tombalbaye qui a armé les nomades arabes du clan de *Misseri* contre la rébellion du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT), à Idriss Déby dont la force militaire repose sur les Zaghawa en passant par Goukouni Oueddei qui a armé les *Teddas* et Hissène Habré qui a armé les *Gourans* (ou *Goranes*) ou *Toubou*. Cette militarisation à connotation ethnique se caractérise en particulier par la mise en place d'unités spéciales, surarmées, directement dépendantes du chef de l'État. Ainsi Tombalbaye créa la Compagnie tchadienne de sécurité (CTS), Hissène Habré la Sécurité présidentielle (SP), et Idriss Déby la Garde présidentielle (GP). Au-delà de ces unités spéciales, des composantes civiles de l'ethnie concernée sont également armées.

Les renversements de pouvoir au Tchad entraînent l'organisation de rafles par le nouveau régime afin de récupérer les armes distribuées précédemment. Fuyant ces rafles, les ex-membres des unités spéciales et les civils armés rejoignent les cohortes des réfugiés tchadiens au Cameroun dans les villes de Kousséri, Maroua, Garoua et N'Gaoundéré, en Centrafrique ou au Nigeria. Nombre de

¹³ Entretien avec Sali Bakali, à Kousséri, le 30 juillet 2011.

ces « réfugiés » emportent leurs armes, souvent en pièces détachées. De même, les mesures successives de réduction d'effectifs au sein de l'armée prises en temps d'accalmie et les aléas des guerres de la région ont livré à eux-mêmes des professionnels des armes enclins à s'installer dans les zones frontalières qu'ils savent moins contrôlables.

Les rébellions en Centrafrique, auxquelles participèrent des mercenaires tchadiens, ont elles aussi conduit des hommes en arme centrafricains (rebelles et militaires sans solde) sur les routes entre le Cameroun, le Tchad et leur pays. La prise d'otage, nouveau procédé de production de l'insécurité transfrontalière, est apparue à la suite du changement de régime en RCA en mars 2003. Elle consiste à kidnapper des personnes généralement issues des familles rurales en vue du paiement de rançons à défaut desquelles la vie des otages est menacée. Les troupes ayant soutenu François Bozizé dans sa prise de pouvoir étaient composées de Centrafricains et de mercenaires tchadiens, en particulier des membres de l'ethnie zaghawa à laquelle appartient le président Idriss Déby. Nombre de ces hommes n'ont pas trouvé leur compte, comme ils l'espéraient, dans une intégration au sein des Forces armées centrafricaines (FACA) une fois Bozizé au pouvoir. Les processus de démobilisation et réinsertion dans la vie civile menés par le PNUD n'ont pas donné non plus les résultats escomptés.

Ainsi, forts de leur arsenal hérité de la campagne militaire centrafricaine, ces militaires et « ex-libérateurs »¹⁴ se sont positionnés dans la zone frontalière entre le Cameroun, le Tchad et la Centrafrique¹⁵ en se reconvertissant en coupeurs de routes, en « guérilleros »¹⁶ et en preneurs d'otages, nouveaux acteurs du banditisme. Ils travaillent avec des Camerounais, des Nigériens, des Centrafricains, des Nigériens et des Tchadiens, certains d'entre eux servant de guides ou de fantassins. Comme le note Janet Roitman¹⁷, leurs actions font partie de cette économie générale qui articule les réseaux commerciaux urbains avec l'économie de brousse.

Ces réseaux sont de plus en plus dépendants des ressources provenant du marché international (armes légères, devises, quincaillerie, etc.) qui constituent souvent des prises attractives, parce que plus lucratives, pour ceux qui tentent de reconstituer leur capital financier et commercial. Les chefs à la tête de ces réseaux sont aussi bien des leaders de factions ou de groupes rebelles que des officiers « douaniers-combattants », qui cherchent des rentes sur

¹⁴ I. Saïbou, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la RCA et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant », *Polis, Revue camerounaise de science politique*, 2007.

¹⁵ Leur zone d'opération s'étend le long des frontières entre le Sud-Ouest du Tchad, le Nord-Ouest de la Centrafrique et le Nord-Est du Cameroun, en ciblant des tronçons de la route principale qui relie la ville de Ngaoundéré (Adamaoua) à Kousséri (Extrême Nord) en passant par Garoua (Nord) et Maroua (Extrême Nord).

¹⁶ A cause de leurs techniques d'embuscades au détour de la route et dans les brousses.

¹⁷ J. Roitman, « La garnison-entrepôt », *Autrepart* n° 6, 1998, p. 47.

le commerce frauduleux, plus attractif que leur salaire officiel. Ces alliances militaro-commerciales entre réseaux de bandits, militaires et anciens combattants ou ex-rebelles constituent des figures de la nouvelle insécurité. Face à l'incapacité de l'État central de redistribuer, leurs exactions et leurs réquisitions-prélèvements les font se considérer eux-mêmes comme des régulateurs ou justiciers contre les nantis. Ainsi, des biens volés dans une attaque à main armée sur une route au Cameroun ont été retrouvés plus tard dans les locaux d'une sous-préfecture ; tandis qu'au Tchad une employée des services postaux a refusé de révéler l'identité des coupeurs de route parce qu'ils étaient comme elle membres de l'administration¹⁸.

Outre les militaires et ex-combattants, le second groupe de « coupeurs de routes » est constitué de paysans et éleveurs peuls nomades mbororo (Nigeria, Cameroun, Tchad et RCA), à la fois auteurs et victimes de l'insécurité transfrontalière. Victimes des razzias et des coupeurs de routes, les mbororo éparpillés dans les zones transfrontalières du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad organisent à leur tour des razzias transfrontalières pour reconstituer le cheptel volé et se reconvertissent en coupeurs de routes. Ainsi, lorsque les mbororo se plaignent en tant que communauté d'être victimes de l'insécurité, les forces de police et les armées des États concernés sont embarrassées par le fait que ce sont des membres de cette même communauté qui sont souvent à l'origine de cette situation.

¹⁸ *Ibid.* p. 48.

Une large palette d'activités illégales et criminelles

Le trafic d'armes légères et de produits de contrebande : carburant, médicaments, véhicules et pièces détachées

La circulation des armes légères et de petit calibre dans cette zone est imputable au contexte sécuritaire dans les pays riverains, spécialement le Tchad pour plusieurs raisons : legs culturels¹⁹, ancienneté des renversements successifs de pouvoir ou des rébellions, ou des différentes campagnes militaires subies ou menées par le Tchad. Selon certaines sources locales, du matériel fourni dans le cadre de l'assistance militaire liant la France au Tchad aurait été détourné. L'ingérence libyenne au Tchad a par ailleurs favorisé la prolifération des armes au profit de différentes factions rebelles suscitées et armées par Kadhafi. Quant à la guerre en Libye en 2011, elle a entraîné le retour massif de nationaux tchadiens, estimés officiellement à près de 60 000 par le Programme alimentaire mondial, dont certains porteurs d'armes.

Comme on l'a mentionné précédemment, les dysfonctionnements de l'armée tchadienne sont un facteur majeur de détention d'armes à feu par les civils. Depuis Hissène Habré, en effet, chaque officier conserve des armes, des munitions et des tenues militaires à son domicile. Dans les quartiers de N'Djamena habités par ces officiers et hommes politiques²⁰, en particulier sur les rives du Chari, proches de la ville frontalière de Kousséri (Cameroun), sont conservés des stocks d'armes faisant l'objet de transactions

¹⁹ Au-delà de l'usage criminel, si l'arme est très présente dans le contexte tchadien, c'est qu'elle est aussi un patrimoine, un leg culturel pour des groupes ethniques tchadiens du Centre et du Nord du pays. En effet, chez ces groupes, comme les Goranes par exemple, chaque enfant (fille ou garçon) reçoit une arme qu'on pose à son chevet au 7^e jour après sa naissance. On porte donc l'arme très tôt dans la vie et on ne doit pas s'en séparer. La culture martiale est fort répandue au Nord du fait de vieilles traditions guerrières et fait de la détention des armes un signe de virilité et de bravoure participant d'un rapport à la violence perçu comme inéluctable. Le fait de ne pas posséder une arme entraîne un sentiment d'insécurité. La modernité politique en est influencée comme on peut le remarquer à partir de l'iconographie des partis (un fusil et une houe pour le Mouvement Patriotique du Salut (MPS) d'Idriss Déby Itno avec comme slogan « vaincre ou mourir »). Dans les marchés du Nord, les munitions se vendent autant que les céréales et sur les mêmes étals. (Entretien avec Sali Bakali, Kousséri, 1^{er} août 2011).

²⁰ Les trois quarts des hommes politiques tchadiens sont des ex-militaires ou ex-rebelles. Entretien avec Sali Bakali, 1^{er} août 2011.

commerciales. De même, au sein de l'armée tchadienne, un militaire qui démissionne regagne la vie civile en gardant son arme. Enfin, le « désarmement » des groupes armés n'implique que rarement la cession des armes²¹. Ce phénomène contribue à l'insécurité transfrontalière.

En termes de réseaux de circulation, les armes empruntent les mêmes voies transfrontalières que le bétail et les marchandises classiques : les grands axes routiers, les pistes à travers la brousse ou les montagnes²², mais aussi les pirogues sur le Logone et le Chari jusqu'aux débarcadères des quartiers populaires des villes de N'Djamena et Kousséri. Une mention spéciale mérite d'être faite de l'axe N'Djamena-Kousséri tant il constitue la connexion la plus intense entre Cameroun et Tchad²³. Lors de l'entrée des rebelles à N'Djamena en 2008, d'après les agents douaniers de Kousséri, d'importantes quantités d'armes sont sorties de cette ville en même temps que le flux considérable des personnes qui venaient chercher refuge à Kousséri et plus au Sud, vers Maroua. Elles ont été revendues au Cameroun, en RCA et au Nigeria. D'après le procureur de la République de Kousséri et le responsable de la prison de cette ville camerounaise, le département du Logone est « le plus armé du Cameroun », et Kousséri la ville la plus incertaine en termes de potentiel de violence et de criminalité. Des réseaux mafieux camerounais de cette région Nord et des réseaux tchadiens impliqués dans les trafics d'enfants, de voitures, de motocyclettes ou de pièces détachées y contrôlèrent des transactions immobilières et foncières ainsi que quelques produits de contrebande entre les deux pays.

Au niveau du pont Ngueli sur le Logone, point de passage terrestre qui relie les villes de Kousséri et N'Djamena, on constate en effet une libre circulation des personnes traversant à pied, à moto ou en véhicule de tourisme, sans aucun contrôle d'identité ou d'effets personnels. D'où la possibilité de dissimuler divers objets transportables à la main ou dans les malles arrière de véhicules. Les contrôles n'y ciblent que les camions gros porteurs dans la perspective des prélèvements en taxes et pots de vin par les douaniers, policiers et gendarmes des deux pays, sans égard pour l'heure réglementaire de passage, officiellement limitée au créneau 6h-18h.

Sur le Logone et le Chari, les débarcadères sur les deux rivages sont reliés par des pirogues en bois qui servent également

²¹ À l'exemple d'Hissène Habré, rebelle sous Félix Maloum, ou les démobilisés du Désarmement Démobilisation Réinsertion (DDR) de 1996.

²² Fondation Paul Ango Ela, *Les armes légères et de petit calibre en Afrique centrale. Bases et ressources d'une politique régionale (Cameroun, Tchad, RCA)*, Yaoundé, 2009.

²³ Les services douaniers estiment entre 10 000 à 15 000 passages de personnes par jour ordinaire, que ce soit à pied, en voiture ou en motocyclette. Ce chiffre double les jours du marché de bétail qui, lui, peut atteindre jusqu'à 5 000 têtes. (Entretien avec des douaniers sur le pont Ngueli).

aux activités de pêche. La traversée, qui dure 25 minutes maximum, conduit à deux postes de douanes tchadiens installés sur le littoral intérieur du fleuve. Les pirogues ont obligation d'y accoster pour les contrôles de routine. Du côté camerounais, les points d'entrée ou de passage à partir des principaux débarcadères – et qui sont par ailleurs les voies les plus fréquentées pour le passage des marchandises – ne sont contrôlés que par des « agents bénévoles »²⁴ qui perçoivent un droit de passage sur les marchandises des petits commerçants empruntant cette voie. Ces « agents bénévoles » – en fait des jeunes gens sans emploi ou transporteurs motocyclistes occasionnels que « l'autorité » recrute pour percevoir 100 francs CFA sur chaque passager – sont installés sous des abris de paille et suppléent l'absence de vrais contrôleurs ayant déserté ces positions peu rentables et inconfortables au regard des rigueurs de la chaleur et de la poussière. Ces points de passage sont les principaux axes de la contrebande de divers produits tels que le carburant, les médicaments, les pièces détachées de motos et de voitures (souvent volées), les armes ou encore les stupéfiants²⁵. Une pirogue peut transporter une quarantaine de bidons de carburant de 20 litres. Des douaniers subalternes se rendraient complices de ce trafic, de jour comme de nuit, profitant de l'absence de leurs supérieurs. Ce faisant, ils contestent et ébranlent le monopole de la contrebande que leurs supérieurs supervisent de manière quasi officielle²⁶.

²⁵ Entretien avec des transporteurs motocyclistes et un « pêcheur » sur les lieux. Propos confirmés par le procureur de la République du Cameroun à Kousséri et un ancien inspecteur de police à la retraite. Récemment une importante quantité de drogue d'origine latino-américaine et de chanvre indien a été saisie par les autorités camerounaises, appartenant selon les enquêteurs à deux éléments de la garde présidentielle du Tchad.

²⁶ D'après une personne interviewée sur place, les trafiquants font d'eux leurs complices (par le biais de cadeaux) afin de s'en tirer sans trop de dégâts en cas de poursuites. (Entretien à N'Gaoundéré, le 3 août 2011).

Photo 1 : Trafic de carburant à Banki, frontière Cameroun-Nigeria

Source : l'auteur, 2012

Même s'il a été difficile pendant les enquêtes de terrain d'établir un lien clair entre la circulation d'armes et le commerce illicite de carburant ou de produits pharmaceutiques, il semble pertinent de relever la dimension d'insécurité que comportent ces trafics. En provenance du Nigeria où le brut est siphonné des oléoducs pour des raffineries de contrebande ou volé en haute mer, le carburant, souvent de mauvaise qualité, nourrit une importante et juteuse économie de contrebande qui est enrichie par les produits pharmaceutiques²⁷ contrefaits en provenance du Nigeria, les voitures et les motos volées et leurs pièces détachées. Les conditions dans lesquelles le carburant et les produits inflammables de contrebande sont transportés jusqu'au Cameroun, au Tchad ou en RCA dans d'énormes citernes peu sûres puis stockés dans des petites échoppes à proximité ou dans les habitations comportent un haut risque d'incendie. Quant aux médicaments contrefaits et exposés au soleil, il est superflu de mentionner les risques sanitaires qu'ils représentent.

Il n'est pas exclu qu'une partie de cette économie parallèle bénéficie de près ou de loin à la secte nigériane Boko Haram, très active dans les États du nord du Nigeria, dont celui du Bornou, comme le soupçonnait un commerçant lors de la mission dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Son hypothèse est que la force

²⁷ Couramment appelés « gazons », parce qu'on les expose par terre ou sur le gazon dans les jardins publics pour la vente.

économique de Boko Haram viendrait de la « sympathie et de la complicité » des gens de la région (qui sont d'ailleurs nombreux à être membres de la secte) qui cotisent ou lui font des dons. Quant au trafic des stupéfiants, il mériterait une étude à part entière pour retracer les nouvelles routes de la drogue latino-américaine par le golfe de Guinée à travers le Cameroun (entre autres pays) pour remonter vers le Sahel (par le Grand Nord et le Tchad) en direction du marché européen. Le bassin du lac Tchad serait une des routes de diversification du narcotrafic latino-américain dont le Sahel est devenu un hub²⁸.

Jeunesse et économie transfrontalière du carburant, de la motocyclette et du transport

Entre Kousséri, Amchide ou Banki (Frontière entre le Cameroun et le Nigeria)

Ces citernes (voir Photo 1, p. 17) stationnées dans la petite ville frontalière de Banki (Cameroun), à proximité d'une gendarmerie et à quelques dizaines de kilomètres de Maiduguri (Nigeria) illustrent un pan important – si ce n'est pas le plus important – de l'économie régionale du bassin du lac Tchad reposant sur le carburant de contrebande du Nigeria et l'usage de l'indispensable motocyclette.

L'omniprésence des échoppes de carburant et d'huile de moteur (dans les villes, les villages reculés et le long des routes) et de motocyclettes transportant des personnes et tous types de marchandises, ainsi que les capacités de mobilité de toute la région (nomadisme, transport routier et motorisé) dénotent le dynamisme et le poids de ce secteur économique qui emploie les jeunes, eux-mêmes transporteurs motocyclistes.

Une insécurité s'installe du fait de la circulation massive du carburant frelaté en provenance du Nigeria par divers canaux de transports. En l'occurrence par :

- Des camions citernes dont le réservoir est confectionné artisanalement à base de fûts découpés et assemblés pour offrir un réceptacle de volume et de forme conséquents (parfois jusqu'à une capacité de 60 tonnes),
- Des fûts de 200 litres par camion,
- Des bidons de 20 litres et 40 litres par voiture de tourisme, motocyclette et bicyclette ou à dos d'âne.

²⁸ A. Antil, *La cocaïne en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Volumes, acteurs et impacts*, note C/011-026, Paris, Ifri, avril 2011. Voir également M. Taje, « Enjeux ouest-africains. Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel », *Note du Club du Sahel-OCDE* n° 1, août 2010. Et P. Heirings, « Security Implications of Climate Change in the Sahel Region: Policy considerations », *Note du Club du Sahel-OCDE*, 2010.

Ce carburant est vendu tout le long des routes et pistes des régions septentrionales. Le trafic revêt désormais un caractère quasi-institutionnel. Les autorités y perçoivent officiellement des taxes et accordent des documents officiels d'exercice d'activité. Le trafic semble être la principale source d'emploi et de revenu pour de nombreuses familles et les jeunes gens dans ces régions et pourrait donc paradoxalement jouer un rôle de stabilisateur social. De nombreuses pistes de contournement permettent aux trafics en tout genre de fleurir à l'abri de tout contrôle entre le Cameroun, le Nigeria, le Tchad, la Centrafrique et même au-delà. Le maillage sécuritaire de la frontière est faible, lâche et vulnérable à la corruption.

Le braconnage transfrontalier et le trafic de bétail

La prise d'otage, phénomène plus récent dans le banditisme transfrontalier rural, traduit aussi une évolution dans les pratiques de razzias, dont les dimensions économiques et culturelles ont été évoquées plus haut. En effet, une fois l'esclavagisme aboli sous la période coloniale dans cette région, le bétail avait supplanté l'esclave dans les trafics transfrontaliers tandis que les razzias de troupeaux et leur exportation mobilisaient tous les réseaux familiaux éparpillés au-delà des frontières des États.

En effet, si des bandits leur ravissaient du bétail, les pasteurs peuhls mbororo eux-mêmes avaient l'habitude d'opérer des razzias de longue distance chez leurs congénères éleveurs appartenant à des clans adverses, souvent par règlement de compte, dans l'objectif de reconstituer leurs propres troupeaux volés ou décimés par la sécheresse ou des épizooties. Progressivement, les longues migrations avec des troupeaux ont été rendues périlleuses par l'apparition de bandes armées et de militaires en déshérence. Les marchés au bétail étaient devenus le lieu privilégié d'écoulement du bétail volé de l'autre côté de la frontière, en faisant la cible des voleurs et des brigands. Ainsi, le vol de bétail se substitua aux razzias qui prirent une autre ampleur avec l'implication des bandes armées et d'anciens militaires professionnels. Par peur de traverser de longues distances avec des millions de francs CFA sur eux, les éleveurs se tournèrent vers les banques et les coopératives d'épargne et de crédit qui s'installèrent aux abords des marchés. Parfois la vente du bétail était négociée et effectuée à distance comme sur une place boursière afin d'écartier les risques de razzias, de vol de bétail et d'argent. Les banques ont sécurisé les flux financiers de la transhumance et l'épargne dans les campagnes, que l'informatisation et la téléphonie mobile ont renforcés. Depuis l'introduction du téléphone portable dans les années 2000, des transactions sont même effectuées sous forme monétique (paiement par téléphone) pour éviter le transport de l'argent liquide.

Paradoxalement, tout en sécurisant les flux financiers, l'usage des nouvelles technologies a introduit une nouvelle forme de

criminalité en ville et durci l'insécurité qu'enduraient déjà les paysans éleveurs. L'escroquerie et l'extorsion des fonds se sont développées sur Internet et les prises d'otages, surtout d'enfants, sont devenues courantes pendant la décennie 1996-2007 en RCA, au Cameroun et au Tchad. L'ampleur du phénomène était telle qu'entre les mois de janvier et mai 2004, 300 enfants d'éleveurs Mbororo avaient été pris en otages rien qu'en Centrafrique, et plus de 490 millions de francs CFA demandés en rançon²⁹, soit plus d'un million de francs CFA par enfant. Alors que la prise d'otages d'enfants contraignait les parents à vendre leurs troupeaux et à vider leur compte en banque pour payer la rançon, ces razzias et les coupeurs de route avaient entraîné des exodes croisés des réfugiés de l'insécurité de la RCA vers le Cameroun et le Tchad ou vice versa, essentiellement des éleveurs peulhs mbororo pris en étau entre les bandits-coupeurs de route d'un côté et les militaires et les groupes armés rebelles de l'autre³⁰ au cours de l'offensive armée qui conduisit Bozizé au pouvoir en RCA. Le Haut Commissariat aux réfugiés avait décompté quelque 20 000 personnes déplacées dans les zones frontalières de ces trois pays entre avril 2005 et juillet 2006.

Ces prises d'otages et l'exécution de certains d'entre eux en cas de non-paiement de rançon ont réellement constitué le sommet de l'insécurité, créant la terreur dans les campagnes et sur les routes dans les trois pays de la zone Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) / Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Ce qui a contraint les pays concernés à réagir par des opérations de ratissage, de rafle ou d'escorte des voyageurs.

Le trafic d'êtres humains et de documents d'identité

Les enlèvements d'enfants pour des rançons ont généré des réseaux de séquestration d'otages et de traite d'enfants de dimension transrégionale. Ainsi, d'après les enquêtes d'Amély-James Koh Bela de l'association Mayina³¹, ces prises d'otages nourrissent des réseaux de traite et de prostitution de petites filles qui sont très actifs entre l'Afrique de l'Ouest et cette partie du bassin du lac Tchad. Des fillettes seraient enlevées depuis le Bénin, le Cameroun, le Nigeria, le

²⁹ Témoignage d'un responsable d'une association d'éleveurs, tire de : I. Saïbou, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant », *Polis, revue camerounaise de science politique*, 2007, p. 7.

³⁰ D'après un interlocuteur, les armées centrafricaines ont étalé leur inefficacité dans la lutte contre les coupeurs de route. Les militaires poursuivaient les malfaiteurs dans les brousses mais ne s'occupaient que du butin (bétail et argent). Les rebelles, eux, traquaient les militaires occupés par l'argent et le bétail et s'emparaient de leurs armes. Entretien à Maroua, le 2 août 2011.

³¹ Auteur de *La prostitution africaine en Occident* et *Mon combat contre la prostitution* Paris, J.C. Gawsewitch, 2005. www.mayina.info et www.amelyjames.info.

Tchad ou la RCA et circuleraient entre tous ces pays. Des formes dévoyées de « placement » de ces fillettes auprès des familles parentes alimenteraient également cette traite d'êtres humains. Mais d'après un des chercheurs interrogés (qui n'a pas voulu être cité) lors de recherches sur le terrain, c'est surtout au Tchad qu'il existerait une grande demande de fillettes. Là-bas, de nouveaux riches en « pétro-CFA » « développeraient de nouveaux modes de consommation »³².

Ces trafics d'êtres humains sont brouillés par les différentes allées et venues facilitées à la fois par l'existence des réseaux ethniques de solidarité transfrontalière, la porosité des frontières, l'inexistence ou l'inefficacité des contrôles et la corruptibilité des agents postés aux frontières. En effet, la solidarité ethnique transcende les frontières au point que l'allégeance à la tribu prend le dessus sur les devoirs de la nationalité, même parfois dans le comportement des officiels des différents pays³³. C'est un fait courant et « normal » que de posséder la carte d'identité nationale de plusieurs pays : celles du Cameroun, du Tchad, de la RCA ou du Nigeria, notamment parce que cela facilite l'obtention d'un emploi. Un exemple d'acquisition de cartes d'identité a été observé lors des audiences foraines organisées de manière expéditive dans les régions frontalières par le Cameroun afin de procéder à l'identification des populations en vue d'établir les listes électorales. Les populations de l'ethnie kanembou, par exemple, pourtant reconnue comme exclusivement tchadienne, ont pris massivement la nationalité camerounaise tout en conservant naturellement leur citoyenneté tchadienne³⁴.

Quels usages fait-on de ces cartes d'identité obtenues en bonne et due forme ? À part la circulation régionale pour le commerce ou le travail, par exemple, ces cartes d'identité permettent à des bandits (professionnels ou occasionnels) de dissimuler leur véritable identité et de se soustraire à la police ou à la justice du pays où ils seraient recherchés. De ce fait, il semble difficile voire impossible de les poursuivre lorsqu'ils se cachent dans les pays voisins, faute d'accords d'extradition ou « par souci de préserver une certaine tranquillité diplomatique »³⁵. Devant ces difficultés, et en s'appuyant sur l'accord de Tananarive de 1964 sur la coopération judiciaire pénale, les parquets de Kousséri (Cameroun) et N'Djamena ont dû « bricoler » un accord local (de proximité) de coopération judiciaire afin d'assurer la répression des infractions transfrontalières³⁶. À défaut de la mise en circulation du « passeport

³² Entretien à Yaoundé, le 26 juillet 2011.

³³ Tel est le cas de la l'arrestation de Malam Oumate, rebelle déclaré, à Maiduguri dans le Bornu State au Nigeria au profit des autorités camerounaises représentées par Ahmadou Ali. Les rapports personnels et les affinités ethniques (kanouri) entre cet officiel camerounais et son interlocuteur nigérian ont prévalu pour que ce dernier collabore sans en référer d'abord à sa hiérarchie.

³⁴ Entretien avec le procureur de la République du Cameroun à Kousséri, le 1^{er} août 2011.

³⁵ Ibid.

³⁶ Ibid.

CEMAC » tant annoncé pour une intégration régionale ordonnée des populations et des économies, on assiste à une intégration régionale par la contrebande et l'usage des identités nationales à des fins de trafics transfrontaliers, ce que favorise la mauvaise gestion de l'état-civil.

L'insécurité foncière transfrontalière

Le secteur foncier est aujourd'hui l'objet de fortes pressions dans le Logone-et-Chari, plus particulièrement dans la ville de Kousséri. Cela découle notamment de la compétition entre les communautés Kotoko et Arabes Choas, qui se sont violemment affrontées en 1992, mobilisant leurs membres éparpillés dans les quatre pays. Les membres du premier groupe revendiquent une légitimité historique et se considèrent comme les propriétaires naturels de la terre du fait de leur ancienneté. Les seconds, démographiquement majoritaires, économiquement plus nantis, excipent quant à eux d'un droit d'accès à la terre. L'ouverture à la démocratisation leur a ajouté – vu leur poids démographique – un contrôle total sur les mairies.

Par ailleurs, depuis le début de sa production en 2004, le pétrole tchadien a créé une nouvelle classe de riches. À la recherche de nouveaux modes de consommation et désireux d'acquérir de nouvelles propriétés, ces derniers ont introduit et amplifié la spéculation foncière dans le pourtour urbain du Logone-et-Chari. Les ambitions foncières des Tchadiens les portent à rechercher des terres jusqu'à Maroua (à 300 km au sud à l'intérieur du Cameroun). Ces spéculations et surenchères s'accompagnent d'exactions vis-à-vis des populations moins nanties, d'escroqueries et de différents méfaits de type mafieux. Plusieurs cas de criminalité impliquant des Tchadiens et des Camerounais autour de disputes sur le parcellaire nous ont été détaillés par des autorités de Kousséri et de N'Djamena. Ces phénomènes ont pris de l'ampleur à la suite des événements de 2008 où les rebelles étaient entrés dans N'Djamena. Ils ont fait décupler le prix des terrains à Kousséri. Cette hausse touche également Maroua, Garoua ou N'Gaoundéré (Cameroun), où des Tchadiens n'hésitent pas à payer pour s'assurer un abri devant les incertitudes militaires de leur pays et parce qu'ils disposent des moyens de se procurer des terres.

La réponse des populations et des États

Les politiques en présence

Ces différents phénomènes d'insécurité transfrontalière ont eu pour conséquence l'exode de près de 50 000 éleveurs mbororo de la RCA vers le Cameroun et leur réinstallation dans des campements avec l'appui des États et des organisations internationales (HCR). Ils ont également désorganisé l'économie pastorale en délocalisant le bétail du Nord-Cameroun et de la RCA vers le Nigeria, renchérissant de ce fait le prix de la viande dans des zones qui en sont très consommatrices tout en provoquant le durcissement du contrôle des mouvements frontaliers du bétail entre le Tchad et ses voisins. Les marchés de bétail ont également déperissé. Les répercussions de ces bouleversements ont été ressenties jusqu'au Nord-Est de la République Démocratique du Congo, où des éleveurs mbororo réfugiés, ou en quête de tranquillité, sont assimilés à un facteur d'insécurité, d'instabilité et d'attraction du crime organisé. Désertées par les touristes, les zones touristiques frontalières (par exemple, le Parc de Waza, à mi-chemin entre les villes de Maroua et Kousséri) ont vu leur économie périlcliter alors que le foncier rural et urbain, subissant de fortes tensions, continue d'être source de conflits armés.

Les politiques mises en place pour tenter de faire face se sont résumées à des actions répressives. Les populations se sont organisées en structures d'autodéfense populaire et de « justice populaire » consistant en comités de vigilance dans les villages, comités anti-zarguina (contre les razzias) composés d'archers mbororo en RCA alors que, dans les villes, les voleurs étaient systématiquement lynchés.

Quant aux États, leurs actions du tout-répressif se sont caractérisées par une législation d'exception, dans le cadre d'une sorte d'état d'urgence sécuritaire marqué par le durcissement de la législation contre le vol aggravé, des exécutions sommaires « pour l'exemple » et la création d'unités spéciales de lutte contre la grande criminalité transfrontalière. Ainsi la RCA mit en place l'Office central de répression du banditisme (OCRB) alors que le Cameroun lançait le Groupement polyvalent d'intervention de la Gendarmerie (GPIG), les Commandements opérationnels, le Bataillon léger d'intervention (BLI) qui devint le Bataillon d'intervention rapide (BIR), pour circonscrire l'insécurité et escorter les voyageurs et/ou les marchandises. Ces politiques répressives sont décriées au niveau

international³⁷ alors que des abus, des bavures et des écarts de comportements sont dénoncés au niveau national par des ONG. Quant à la police, avec l'appui d'Interpol Cameroun, elle a mis en place l'opération « *Mbanda* » pour le traçage des voitures et motocyclettes volées et le démantèlement des réseaux de ces trafics. Si des voitures ont été retrouvées et des réseaux démantelés entre le Bénin, le Nigeria, le Cameroun et le Tchad ou la RCA, il reste cependant que l'opération a manqué d'une stratégie globale réfléchie pour les suites à lui donner : que faire des voitures retrouvées ? Quelles formes de justice appliquer ? Comment insérer cette opération dans la politique globale de lutte contre l'insécurité et la criminalité transrégionale au niveau des pays de la CEMAC-CEEAC-CEDEAO, etc. ?

En dépit de ces atteintes à l'État de droit, la machine répressive camerounaise a réussi à repousser les bandits vers la Centrafrique et le Tchad, où se reconstituent des bandes encore plus redoutables, établissant des liens entre acteurs de crimes et différents groupes armés qui menacent la survie des régimes tchadien et centrafricain.

Les politiques de sécurisation ont progressivement reçu des appuis et renforts techniques, en particulier le renforcement des capacités de la gendarmerie camerounaise en moyens aéroportés par la France et par le lancement du 1^{er} BIR (Bataillon d'intervention rapide) dans le Nord-Cameroun et la formation puis le déploiement du 2^e BIR le long de la frontière orientale du Cameroun. Par la suite, le Cameroun et la RCA organisaient une coordination des renseignements et des actions conjointes de leurs forces armées dont le résultat fut la libération de certains otages. Mais cette coopération resta très réduite et fut handicapée par la mainmise des rebelles dans le Nord-Ouest de la Centrafrique. Entre octobre et décembre 2005, des commissions mixtes Cameroun-Tchad et Cameroun-RCA débouchèrent sur une initiative tripartite Cameroun-RCA-Tchad dans la logique d'une mutualisation de leurs efforts dans la gestion commune des problèmes de sécurité à leurs frontières. Une fois de plus c'est la prégnance des rebelles dans le Nord-Ouest de la RCA qui inhiba les perspectives de coopération. De leur côté et de façon solitaire, les forces de sécurité tchadiennes effectuèrent des manœuvres et des actions sporadiques qu'elles eurent du mal à poursuivre sur le territoire centrafricain.

Néanmoins, avec la participation aux missions de paix de l'ONU et de l'UA ainsi que des manœuvres conjointes de la CEMAC et la formation universitaire des officiers (Cours supérieur de Yaoundé et École Awaé³⁸, etc.), une expertise technique et

³⁷ International Crisis Group, « Cameroun : Les dangers d'un régime en pleine fracture », *Rapport d'Afrique*, n° 161, 24 juin 2010. Le Rapporteur National des Nations-Unies et Amnesty International se sont émus des méthodes de ces bataillons.

³⁸ Située à Yaoundé, cette école est destinée à former, recycler ou perfectionner des forces de police du continent africain – de statut civil (police) ou militaire

intellectuelle en matière de maintien de la paix a émergé au sein de l'armée camerounaise. Dans un autre registre de recherche de la sécurité transfrontalière, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) a mené à bien la démarcation des frontières dans le lac Tchad : les dissensions entre le Nigeria et le Cameroun ont été surmontées grâce à l'arbitrage du Niger et du Tchad tandis que des patrouilles mixtes ont été mises en place. Dans le cadre du programme de l'Union Africaine sur les frontières lors d'un atelier régional à la CEEAC à Libreville, ladite commission avait plus ou moins annoncé qu'elle allait s'intéresser aux questions de sécurité, elle a besoin d'outils techniques et institutionnels. Les tensions supplémentaires liées à l'assèchement du Chari, du Logone et du lac qu'elle projette de renflouer grâce aux eaux de l'Ubangui compliquent de mener à bien les deux perspectives.

Alors que les réseaux de la criminalité et de l'insécurité ont usé des réseaux transfrontaliers pour prendre de l'ampleur, on remarque qu'à l'opposé, la coopération transfrontalière des États a été timide voire insuffisante pour conjuguer des efforts et réduire les menaces. Pire, avec le calme relatif observé, aucune stratégie de prévention ni d'anticipation n'est réellement visible, alors que les réseaux criminels transfrontaliers sont dormants, que les alertes sur la présence des armes parmi les civils sont nombreuses et que les différents trafics ainsi que la violence de l'extrémisme islamique de la secte Boko Haram est présente à quelques dizaines de kilomètres des frontières ou très loin de là, au nord du Mali³⁹.

(gendarmerie) – dans les différents domaines qui intéressent les opérations de maintien et de retour à la paix civile.

³⁹ International Crisis Group, « Mali : Éviter l'escalade », *Rapport Afrique*, n° 168, 18 juillet 2012, p. 17, note 125. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/189-mali-eviter-l-escalade.ashx>

Conclusion

Le nord du Cameroun a, tout comme tout le bassin du lac Tchad, la réputation d'être une zone très fragile du point de vue de la sécurité. Cette étude, appuyée par une recherche de terrain en 2011, a démontré les leviers d'une insécurité transfrontalière qui s'inscrit à la fois dans la topographie, dans les réseaux ethniques transétatiques, dans les dysfonctionnements administratifs et dans l'histoire politique ancienne et actuelle.

L'insécurité dans cette zone repose sur un ensemble d'activités criminelles et illégales, de produits et de trafics qui se jouent des frontières nationales comme l'a montré l'analyse cartographique. Phénomène précolonial symbolisé par les razzias, cette insécurité a évolué pour prendre les formes récentes de coupeurs de routes et de vagabondage des groupes armés. Si l'accalmie est aujourd'hui perceptible sur les routes, où les exactions des coupeurs de routes et les razzias sont devenues rares suite à une politique militaire répressive et brutale, d'autres formes d'insécurité sont apparues. L'ampleur du trafic du carburant frelaté, les enlèvements et les rançons, l'escroquerie sur l'internet ou l'insécurité foncière à Kousséri sont les témoins de cette mutation. Des groupes d'acteurs ont articulé la porosité des frontières, les différentes formes de trafics, toute l'économie de la contrebande avec la circulation des armes et les rivalités identitaires.

Comme par le passé, l'insécurité dans cette région évolue selon différentes phases. La phase d'accalmie actuelle tient d'une part à la violence de la répression du grand banditisme et des coupeurs de route au cours des années 2000, et d'autre part aux différents trafics qui semblent occuper économiquement les populations tout en créant une sorte de tranquillité sociale par défaut. Cette accalmie apparente susceptible d'être mise à profit pour une restructuration des réseaux dormants, comme l'histoire de la région l'a montré, n'est pas totale. La violence de la secte islamiste Boko Haram, installée dans l'Etat du Bornou au nord du Nigeria, rappelle les fragilités sécuritaires du bassin du Lac Tchad.

En prenant en considération les dynamiques observées dans la zone, comment l'insécurité pourrait-elle évoluer dans les prochaines années ? Sans faire une fixation sur Boko Haram, il semble que ce groupe islamiste, élément récent dans sa forme actuelle, pourrait aussi être le levier d'évolutions régionales futures. Sa présence dans le nord du Mali pouvant servir de stage pour diversification territoriale. Le trafic de carburant, de stupéfiants et de toutes sortes de produits qui se développe pourrait quant à lui contribuer à constituer de véritables mafias transnationales, associées notamment au trafic de stupéfiants dans cette région. La

brutalité de la répression militaire nigériane à son endroit de cette secte a suscité des sympathies qui ne sont pas circonscrites dans l'État nigérian du Bornou, mais concernent aussi d'autres États du même pays ainsi que dans les pays voisins, grâce aux réseaux de solidarités ethniques transétatiques. Une telle perspective demanderait à être étayée par une recherche plus approfondie qui croiserait des données de diverses institutions publiques nationales (Affaires étrangères, Intérieur, Défense, etc.), des administrations locales ou des compagnies de transport et des sociétés pétrolières ainsi que des institutions régionales (CEMAC, CEEAC, CBLT) voire transnationales (Interpol par exemple) qui n'ont été qu'effleurées dans cette note.

S'il est évident que l'insécurité prospère grâce à des dynamiques régionales et que ses acteurs bénéficient des réseaux transfrontaliers, les réponses des Etats ont plutôt été essentiellement centrées au niveau national et ont privilégié la répression militaire. Les politiques régionales tentées par la CEEAC ou la CBLT n'ont pas seulement coopéré pour entreprendre des actions cohérentes ou adéquates, mais ont surtout été rapidement inhibées par les préoccupations nationales. Les quatre États immédiatement concernés par le bassin du Lac Tchad, élargis au Niger, au Mali voire au Soudan auraient intérêt à constituer une synergie pour assurer la sécurité régionale ou une meilleure intégration régionale, notamment en matière de libre circulation des personnes et des biens. La synergie régionale devrait aussi s'appuyer sur la nécessité d'une formalisation progressive de l'économie dans cette zone charnière entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest. En effet, il n'est pas soutenable que des régions entières – voire des pays – dépendent de la contrebande pour l'emploi de la jeunesse et l'approvisionnement en carburant, quand on sait les dommages économiques et environnementaux causés au Nigeria par la pratique du « bunkering ».

Bibliographie

ANTIL Alain, *La cocaïne en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Volumes, acteurs et impacts*, Note C/011-026., Paris, IFRI, 2011.

APM Al., III/2.1, Maroua. *Bulletin hebdomadaire de renseignements du 8 au 15 juin 1981*, Ministère des Forces Armées, 1980.

BAYART Jean-François, ELLIS Stephen & HIBOU Béatrice, *The Criminalization of the State in Africa*, Oxford/Bloomington/Indianapolis, James Currey/Indiana University Press, 1999.

BANNAFLA Karine, *Le commerce frontalier en Afrique centrale : acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2002.

BOCQUENE Henri, *Moi un Mbororo. Autobiographie de Oumarou Ndoudi, Peul nomade du Cameroun*, Paris, Karthala, 1986.

CCFD – Terre Solidaire, *Le développement piégé. Les transferts d'armes et le développement au Tchad (2005-2010)*, Paris, CCFD, 2012. http://ccfd-terresolidaire.org/e_upload/pdf/rapport_tchad_ccfd-ts.pdf?PHPSESSID=77cbd6845d35543d07028252d58270a7

COMMUNAUTE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE, *Conférence sur les problèmes de sécurité transfrontalière en Afrique Centrale. Rapport de la réunion ministérielle*, Yaoundé, 2007.

FONDATION PAUL ANGO ELA, *Les armes légères et de petit calibre en Afrique centrale. Bases et ressources d'une politique régionale (Cameroun, Tchad, RCA)*, Yaoundé, 2009.

GOURA SOULE Bio & MUSILA Cyril, *Dynamiques transfrontalières dans la région des Grands Lacs : Burundi, RD.Congo, Ouganda et Rwanda*, Paris, OCDE-INICA, 2006.

HEIRINGS Philipp, *Security Implications of Climate Change in the Sahel Region: Policy considerations*, Note du Club du Sahel-OCDE, 2010.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Cameroun : Les dangers d'un régime en pleine fracture », *Rapport d'Afrique*, n° 161, 24 juin 2010.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Mali : Éviter l'escalade », *Rapport Afrique*, n° 168, 18 juillet 2012. <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/189-mali-eviter-l-escalade.ashx>

KOH-BELA Amély-James, *La prostitution africaine en Occident*, Paris, J.C. Gawsewitch, 2005.

KOH-BELA Amély-James, *Mon combat contre la prostitution*, Paris, J.C. Gawsewitch, 2005.

KWATE Abraham, *Rapport d'exploration du responsable de la cellule contre le commerce illicite du GICAM dans les provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun*, Groupement Inter-Patronal du Cameroun (GICAM) – Cellule de lutte contre le commerce illicite, Douala & Yaoundé, 2008.

NOSSITER Adam, « Islamist Threat with Qaeda Link Grows in Nigeria », *New York Times*, 17 août 2011

NOSSITER Adam, « Islamist Group With Possible Qaeda Links Opens Nigerian », *New York Times*, 17 août 2011.
http://www.nytimes.com/2011/08/18/world/africa/18nigeria.html?_r=1&ref=adamnossiter

ROITMAN Janet, « La garnison-entrepôt », *Autrepart*, n° 6, 1998

SAÏBOU Issa & ADAMA Hamadou, « Vol et relations entre Peuls et Guiziga dans la plaine du Diamaré au Nord-Cameroun sous l'administration française », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 166, XLII-2, 2002.

SAÏBOU Issa, « Laamiido et sécurité dans le Nord-Cameroun », *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de N'Gaoundéré*, vol. III, 1998.

SAÏBOU Issa, « Soongoobe, bandits justiciers dans la plaine du Diamaré, Nord-Cameroun sous l'administration française », *Ngaoundéré Anthopos*, vol. III, 2001.

SAÏBOU Issa, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004.

SAÏBOU Issa, « Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun », *Africa Spectrum*, n° 40, Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 2005.

SAÏBOU Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. Une nouvelle modalité de banditisme transmigreur », *Polis. Revue Camerounaise de sciences politiques*, 2007.

SAÏBOU Issa, « La politique de lutte contre l'insécurité transfrontalière en Afrique », *Les fondements d'une paix globale en Afrique*, Colloque du Cours Supérieur Interarmées de Défense, Yaoundé, 18-19 février 2010.

TAJE Mehdi, « Enjeux ouest-africains. Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel », *Note du Club du Sahel-OCDE*, n° 1, 2010.

TOUOYEM Pascal, *Conjoncture sécuritaire en zone frontalière Cameroun-Tchad-République Centrafricaine. Éléments d'analyse anthropo-politiste du phénomène des coupeurs de routes*, Yaoundé, CIPAD-SIPRI, octobre 2011.

www.amelyjames.info

www.mayina.info